

Pourquoi le Daubé est-il daubé ?

C’est une affaire entendue depuis des dizaines d’années : dans les bistrots, les ateliers, les salles d’attente ou les chaumières; à Grenoble ou ailleurs, on appelle le Dauphiné Libéré le « Daubé ». Ce surnom lui va si bien, résonne tellement comme une évidence que personne ne se donne la peine de l’expliquer. D’où vient-il ? Un hasard, un mauvais jeu de mots ? On ne sait pas. Le Dauphiné Libéré est daubé, voilà tout. Pourquoi perdre son temps à le démontrer ?

Mais à trop se reposer sur cet acquis, on en ignore les enseignements. Car chercher à comprendre pourquoi le Dauphiné Libéré est daubé permet bien plus que de s’interroger sur le bien-fondé d’un surnom. Cela permet de faire un voyage au coeur de l’histoire de la Presse Quotidienne Régionale, de la presse en générale et de la vie politique grenobloise et d’en ramener des éléments de compréhension et du critique du monde dans lequel on vit. Tel est le but de ce feuilleton qui tâchera d’étudier l’histoire, le développement et le fonctionnement actuel du Daubé.

Episode 1 : Le Renoncement aux idéaux de la Résistance.

L’histoire de la naissance du Dauphiné Libéré ressemble à beaucoup d’histoires de l’après-guerre. Ce qui s’est passé à Grenoble pour la presse s’est passé dans les autres régions, s’est passé au niveau national, s’est passé pour d’autres secteurs. A la Libération, les résistants rêvent de « lendemains qui chantent » soutenus par une presse de qualité ne sombrant pas dans les égarements du passé. Découvrons comment le Dauphiné Libéré a fait fi de ses idéaux.

À août 1944. Grenoble est libérée de l’occupation. Après le temps de la Résistance et de la répression, vient celui des règlements de comptes. Dans la population, la haine est forte envers ceux qui ont collaboré et particulièrement envers les journaux ayant continué à paraître pendant les heures sombres de l’occupation, ne rechignant pas à relayer les communications des Allemands et à dénigrer les résistants. Au premier rang de ceux-ci se trouve *Le Petit Dauphinois*, journal d’information sans positions politiques marquées - c’est-à-dire plutôt à droite - tirant à 190000 exemplaires en 1939. C’est le quotidien local de référence.

Comme ses confrères, il a tout d’abord fermement soutenu le régime de Vichy, vouant une admiration christique au Maréchal. Ainsi pouvait-on lire, juste avant une visite de Pétain à Grenoble : « *Aux jours rassérénés nous en reparlerons. Il y aura un jour des Dauphinois qui, se remémorant un fait ancien, diront : c’était avant ou après la Visite.* » (*Petit Dauphinois*, 19 mars 1941). Par la suite, il approuve toutes les orientations du régime et diabolise les résistants : « *ils préparent une ère de brigandage, le retour à la nuit des périodes troubles de notre histoire* » aussi préconise-t-il de se ranger aux côtés des forces de l’ordre car « *aucun Français ne peut excuser les crimes du terrorisme et la prolongation de l’état de choses qu’il a crée ne pourrait qu’amener la disparition de la France dans la misère, dans la guerre civile et dans l’anarchie.* » (*PD*, 31 mars 1944).

L’attitude du Petit Dauphinois comme des autres journaux (*La République du Sud-Est* et *La Dépêche Dauphinoise*) n’est ni oubliable, ni excusable; aussi à la Libération les résistants décident de suspendre leur parution, de placer leurs biens sous séquestre judiciaire et de les mettre à disposition des médias « résistants ». Trois journaux sont autorisés à paraître : *Le Travailleur Alpin*, d’obédience communiste; *Le Réveil*, catholique et *Les Allobroges*, journal commun du Front National (FN - communistant) et du Mouvement de Libération Nationale (MLN - socialisant).

Les trois journaux ont la volonté de tourner la page de la presse pourrie par les trusts, de ne plus dépendre des puissances d’argent, et de réaliser une presse « dure et pure » loin de celle de l’avant-guerre qui faisait la part belle au sensationnel et aux faits divers. Mais les résistants manquent de savoir faire technique, et font donc appel à des personnes ayant collaboré, tant au niveau de la rédaction que de l’impression.

Aux *Allobroges*, journal le plus vendu (à 200 000 exemplaires), apparaissent vite des tensions entre les militants du FN et du MLN. Ces derniers, emmenés par Louis Richerot, un influent hôtelier grenoblois, se sentent lésés par le ton du journal trop « communisant » et exigent le droit à faire paraître leur propre journal qu’ils veulent appeler « *Le Dauphinois Libre* ». Après plusieurs rebondissements - et notamment, suite à une polémique, le changement du nom à cause de sa trop grande proximité avec le *Petit Dauphinois* - le premier numéro du *Dauphiné Libéré* sort le 7 septembre 1945 en tant que quotidien du MLN et du parti socialiste SFIO et avec pour devise : « *Le libre journal des hommes libres* ».

Dès les débuts de la coexistence, les relations sont assez tendues entre *Le Dauphiné Libéré* et *Les Allobroges*, qui doivent partager les anciens locaux du *Petit Dauphinois*, avenue

Alsace-Lorraine. *Les Allobroges* attaquent avec virulence leur concurrent, en tentant de l’assimiler au *Petit Dauphinois* et à son passé nauséabond. Ce qui, au début, n’est pas tout-à-fait vrai car ses créateurs n’avaient pas fait appel à des fonds patronaux et qu’il est né « libre ».

Le *Dauphiné Libéré* réussit ses débuts et atteint

Sports et faits divers : les mamelles du Daubé

En mars 2009 le quotidien a consacré 66% de ses unes aux sports et faits divers.

Vendu à 250 000 exemplaires chaque jour, le Daubé rayonne par son monopole et sa vision arbitraire de l’information locale. Nous avons décortiqué les 30 unes du mois de mars 2009 de l’édition Isère Sud, celle que l’on dégotte notamment à Grenoble. Depuis la montée du club de foot grenoblois en ligue 1, les résultats du promu prolifèrent en couverture du quotidien : « GF38 : ce soir, il faut gagner », « fin de série pour Grenoble » ou encore le prétentieux et mensonger « Tout Grenoble attend ce match ». Six unes à la gloire du GF38, soit une tous les 5 jours (20%).

Si l’on rajoute la candidature de la ville au JO 2018 et le hockey sur glace, le sport gagne haut la main le prix de la couverture locale avec 13 unes pour le mois de mars (43%).

Vient ensuite les faits divers qui, comme le disait de son vivant un sociologue « font diversion » aux titres racoleurs « Grenoble, agressées par un déséquilibré », « sanglante bataille pour la drogue », « un enfant de 11 ans tués par un train ». Ils occupent 23% des couvertures. Alors que les entreprises licencient à tour de bras en Isère, cette information n’est mis en avant qu’une seule fois : « Rosignol coupe dans les effectifs ».

Que resterait-il du Daubé si ses journalistes sportifs et rapporteurs de faits divers venaient à mourir mangés tout cru par un chien égaré ? Des confettis?

Daubé du mois de mars (30 unes) - Edition Isère sud

- Sports :13 (43 %)
= **66%**
- Faits divers : 7 (23%)

- Pseudo questions de société : « Alcool : que doit-on interdire? » : 3 (10%)
- Culture : 2 (6,6%)
- Question d’emploi : 2 (6,6%)
- Info nationale : 1 (3,3%)
- Inclassable : 2 (7%)

le tirage de 135 000 exemplaires à la fin de 1946.

Comme les autres journaux, il doit faire face à l’inflation qui monte en flèche à partir de 1946 et doit donc s’assurer de gagner des lecteurs. C’est

dans cette optique qu’il abandonne la manchette « organe de presse du PS SFIO » et qu’il opère un recentrage marqué par un certain anticommunisme de plus en plus virulent. Il adopte petit-à-petit un positionnement « apolitique », supposé neutre, dans le but de ne pas choquer la moindre fraction d’un lectorat qu’il aimerait le plus large possible. Le *Dauphiné Libéré*, plus que les autres journaux, multiplie les opérations de communication afin de séduire les lecteurs. Ainsi lance-t-il le désormais célèbre Critérium, une course cycliste, ou de multiples concours et appels à dons pour des opérations charitables. La surface publicitaire, qui équivalait à 4% de la surface du journal avant 1947, augmente régulièrement. Ce retour à la tradition du *Petit Dauphinois* s’opère également sur le plan financier. Le journal tente de se muer en une entreprise rentable en ouvrant son capital à des nouveaux actionnaires, dont A.Raymond et Louis Merlin, patrons des entreprises éponymes et Maurice Gabriel, patron de Neyrpic. Ces patrons, auparavant irrités par le ton trop anticléricl du *Dauphiné Libéré* et par le manque de « noblesse » de son patron Louis Richerot, décident d’aider *Le Dauphiné Libéré*, dans le but de faire barrage aux *Allobroges* et au communisme. L’arrivée de Jean

Gallois, rigoureux gestionnaire, comme expert-comptable en 1948 représente également un important changement. Pour lui, un journal est une entreprise commerciale qui doit être gérée suivant des critères de profit.

Le *Dauphiné Libéré*, qui avait à ses origines le slogan « vérité, loyauté, clarté », devient de plus en plus opaque. Alors qu’il s’associe aux puissances d’argent, qu’il dépend de leur soutien, il n’explique pas ses choix à ses lecteurs et refuse de publier son bilan financier. Mais ses lecteurs, de plus en

PETITES ANNONCES

Union de Quartier du Centre-Ville recherche karcher pour nettoyer faune traînant le soir au Jardin de Ville et olodods devant Monoprix, devenus « zone de non-droit ».

Mairie de Grenoble et Préfecture cherchent moyens pour fermer le Jardin de Ville la nuit sans faire de vagues.

Union de Quartier Saint-Bruno cherchent producteurs pour mettre en place un marché « bio » à Europeple. Paysans sans cravates, s’abstenir. Produits bio-technologiques acceptés.

Les derniers bâtiments de la Caserne de Bonne sortent de terre. On brade les appartements de standings encore vides à partir de 500 000 euros seulement.

Direction de Caterpillar recherche membres CGT ou CFDT autoritaires pour recadrer contestation ouvriers trop virulents.

Alerte à la grippe porcine : le Préfecture de l’Isère recommande de ne plus aller voir les spectacles de Serge Papagalli.

plus nombreux - il réalise les plus gros tirages à partir de 1948 -, ne lui en tiendront pas rigueur et le *Dauphiné Libéré* va petit-à-petit gagner la partie l’opposant aux communistes.

Tout d’abord ear les *Allobroges* va changer de ton. En effet, le *Travailleur Alpin*, dont les ventes chutent, se mue en hebdomadaire en février 1948, laissant les *Allobroges* devenir le quotidien communiste, de plus en plus contrôlé directement par le parti. Le ton s’en ressent gravement, les *Allobroges* glissant d’un journal d’informations avant tout, à un journal partisan, devenant un moyen au service d’une cause. Ce glissement va rebuter de nombreux lecteurs non « communistes pures et dures », préférant acheter désormais le *Dauphiné Libéré*.

Un autre évènement qui aide *Le Dauphiné Libéré*, c’est le retour en grâce de Marcel Besson, ancien patron du *Petit Dauphinois*. En effet, à la fin des années 1940, l’heure est de plus en plus à la complaisance et la clémence vis-à-vis des collaborateurs, notamment journalistes qui auraient « évité le pire ». Localement *Le Petit Dauphinois* et Marcel Besson sont blanchis et le séquestre sur ses biens est levé en 1950. Besson, qui apprécie le *Dauphiné Libéré*, va s’associer avec lui dans une société d’impression et va attaquer *Les Allobroges* en lui demandant une importante créance impliquant une mise en faillite.

Les Allobroges vont alors lancer « la bataille des Allos », et grâce à une forte mobilisation militante, vont réussir à lever assez de fonds pour s’en sortir. Mais cette mésaventure marque le début de la fin des *Allobroges*, dont les ventes vont baisser progressivement avant qu’il disparaisse en 1958.

Quant au *Réveil*, qui n’a jamais rivalisé avec les deux grands quotidiens, il va survivre jusqu’en 1951, en s’alliant de fait avec le *Dauphiné Libéré* mais en restant indépendant des puissances d’argent et en réalisant des enquêtes de qualité. Mais la

forte hausse du prix du papier du début des années 1950 finiront par l’obliger à demander le soutien du *Dauphiné Libéré*, lui permettra de paraitre jusqu’en février 1952 avant de le laisser mourir.

Au début des années 1950, le *Dauphiné Libéré* triomphe donc petit-à-petit. Même s’il n’aura le monopole de la presse qu’en 1958, il n’a plus peur de ses concurrents et devient le quotidien de référence. Mais le journal s’éloigne de plus en plus des idéaux des résistants. La part du texte est réduite au profit des titres, les rubriques « sexys » et les publicités augmentent, les articles d’enquêtes diminuent. Moins d’informations politiques, plus de faits divers et d’exploits sportifs. Il assume maintenant d’avoir repris la formule qu’il a jadis combattue, celle du *Petit Dauphinois*, celle du journal du juste milieu, ami de l’ordre établi et du conservatisme, modelant l’opinion publique malgré une prudence affichée. Louis Richerot, le 8 août 1951 : « *Maintenant, on peut le dire la fête haute*, Le Dauphiné Libéré *est la suite logique du Petit Dauphinois*. » (*Les Allobroges*, 15 août 1951)

68 ans plus tard, cette filiation est partout reconnue à tel point que le Daubé lui-même - qui rappelons-le est né en 1945 - peut faire un article prétendant qu’un centenaire, Edouard Blanc-Brude, est « *lecteur du DL depuis 1923 !* » (Daubé, 7 Décembre 2008).

Entre le *Petit Dauphinois*, journal collabo, et le *Dauphiné Libéré*, rien ne donc semble avoir changé si ce n’est le nom. Voici la première raison qui nous amène à affirmer que le *Daubé* est daubé : il a renoncé aux rêves, illusions ou convictions de la Libération.

L'essentiel des informations présentes dans ce texte proviennent du livre « La Presse Grenobloise de la Libération. 1944 - 1962 », Bernard Monnerigrolé, PUG, 1979

Vous voulez avoir un équipement culturel à Grenoble ? Vous voulez toucher des milliers d’euros de subvention des collectivités locales ? Une seule solution : adhérez au PS ou soutenez publiquement Michel Destot ! Selon votre désir, vous pouvez rejoindre la liste des soutiens à Michel Destot lors des élections municipales avec Michel Warren (directeur de la Cinémaèque), Jacques Panisset (directeur du festival de Jazz), Serge Papagalli (éternel comédien à moustache) ; adhérer au PS comme Michel Orier (manager de la MC2) ; apparaître dans un clip de soutien à sa candidature comme Jean Claude Galotta (chorégraphe) ! ou Gilles Rousselot (chercheur de fonds pour Cap Berriat et l’Adaeop/Stud) ; installer vos bureaux dans ceux du service Animation de la Ville comme Lorán Stahl (directeur du Cabaret frappé) ; voire même faire partie de ses adjoints, comme Eliane Baracetti (ancienne directrice de la Rampe à Echirrolles). Bien entendu, afin d’éviter toute baisse de vos aides, contentez vous de faire de l’Art, tâchez d’éviter les sujets politiques – en tous cas les remises en cause des politiques menées à Grenoble -, et répétez régulièrement votre satisfaction de la politique culturelle de la mairie de Grenoble.

La noix d'honneur

Sébastien Roché

critiqué au lance-pierres

Si les médias - locaux comme nationaux - n’arrêtent pas d’interroger Sébastian Roché, sociologue grenoblois spécialiste de l’insécurité, ils n’ont jamais analysé le personnage. Nous réparons cet oubli.

Sébastien Roché a 48 ans et, entre autres fonctions, il enseigne à l’Institut d’Etudes Politiques de Grenoble. Sur les photos qu’on peut voir de lui, il ressemble un peu à Jack Lang avec son air faussement cool et intello. Mais son truc, à Seb, c’est la sé-cu-ri-té : sur la grosse dizaine de bouquins qu’il a écrits, six au moins comportent dans leur titre les mots « sécurité » ou « insécurité », sans compter tous les « articles scientifiques ». Quand on sait la place que tiennent ces mots dans les bouches des médias et des politiques depuis quelques années, on se dit déjà qu’au niveau marketing, c’est assez bien vu de sa part. Ainsi, il est le politologue de service préféré de nos cons-frères du Daubé et de tous les grands médias nationaux : dès que se pointe à l’horizon le spectre de « violences urbaines », c’est très souvent son avis d’expert qui nous est servi.

Si l’envie nous prend de savoir quel est le pedigree de l’animal, c’est très facile, il suffit tout d’abord de consulter son CV en ligne . Et là, ô joie, on constate qu’entre les flics et lui, c’est une grande histoire d’amour, jugez plutôt (extraits) :
• Secrétaire Général de la Société Européenne de Criminologie (ESC, Cambridge University).
• Enseignant au DESS métiers de la sécurité, Paris V-Sorbonne, au DESS de l’École Nationale Supérieure de la Police, de St Cyr au Mont d’Or (Lyon).
• Membre du conseil d’administration de l’École Nationale Supérieure de la Police.
• Prix Gabriel Tarde, Mention Spéciale du Jury, décerné par l’As-sociation Française de Criminologie en 1993.
• Prix Littéraire de la Gendarmerie Nationale (catégorie Oeuvres de réflexion) en 1997.
• Conférencier invité aux Assises Nationales de la Police de proximité à feu n’est pas dangereuse en soi,

La police de proximité ? Cette doctrine, inspirée des polices britanniques ou suisses (les « grandes démo-craties » auxquelles Seb fait souvent référence), est apparue en France dans les années 90 et mise en place par Chevènement sous le gouvernement Jospin. C’est la théorie du flic proche de la population, mi-travailleur social, mi-bourreau, souriant mais ferme. Autrement dit, la vieille blague de la police « de gauche », la matraque bio, la garde à vue équi-table, la bavure à visage humain, le flic citoyen ou le citoyen flic, on ne sait plus trop. Les positions de Seb cadrent d’ailleurs parfaitement avec le vocabulaire hypocrite de ceux qui, à Grenoble comme ailleurs, détiennent le pouvoir. Ainsi il déclare au sujet de la vidéosurveillance qu’« elle n’est pas en elle-même liberticide ; ce sont les usages d’une technologie nouvelle qui doivent être codifiés et encadrés ». On connaît la chanson : qui veut encore croire qu’une arme à feu n’est pas dangereuse en soi,

du moment que son utilisation bénéficie d’une législation ? Dans le même temps, Sébastian Roché ajoute : « La méfiance vis-à-vis de la vidéosurveillance ou du fichage provient largement du manque de transparence des décisions et des finalités qui ne sont pas toujours avouées. Il est souhaitable que les citoyens se méfient de technologies qui sont potentiellement liberticides. Heureusement que cela est possible dans les démocraties. Mais il est souhaitable que les responsables les rassurent en établissant des procédures de contrôles transparentes, en commanditant des évaluations indépendantes. » Ainsi, pour lui il faut comprendre que le refus de la surveillance généralisée est forcément irrationnel, basé sur des peurs que les gestionnaires doivent désamorcer en communiquant davantage. Point de place donc pour une critique politique de ce flicage de l’espace publique. Puisque toute opposition est déraison, il faudrait laisser faire les évaluations, procédures et autres commissions dont on sait bien que le rôle n’est que de légitimer un état de fait.

Mais revenons à la fameuse « police de proximité ». Son bon fonctionnement repose notamment sur, pour le dire poliment, la « coopération » des autorités locales, de l’éducation nationale, des transports, des bailleurs sociaux et du secteur associatif, autrement dit le mouchardage global, pour les pauvres bien entendu. Même si Sarkozy a mis fin à cette doctrine en réinstaurant la bonne vieille police répressive à papa, on reparle ces derniers mois d’un retour de la police de proximité, notamment en Isère. Peut-être se rend-on compte en hautes sphères que tabassages et gazages massifs à la moindre occasion ne sont pas si payants que ça. Qu’en tous cas, il y a mieux à faire pour maintenir l’ordre. Car c’est bien de cela qu’il s’agit : que tout le monde reste bien

